

Retour en Syrie

Sarah Kilani

15 décembre 2016

Texte paru dans le n° 4 de la revue papier *Ballast*

Comme une pensée aux civils aleppins, nous publions ce carnet de route en Syrie paru dans le numéro 4 de notre revue papier, écrit par un médecin syrien en exil depuis plusieurs décennies : il retourna dans son pays natal en septembre 2012 afin de soigner les blessés de guerre. ☰ Par Fares Kilani et Sarah Kilani



Cela fait des heures que j'attends ici. Personne ne semble me voir. Des heures que j'attends dans ce camp de réfugiés turc situé près de la frontière, des heures que j'attends que quelqu'un m'accompagne afin de franchir la limite pour me rendre en Syrie. Le pays où j'ai grandi. Ai-je bien fait de revenir ici ?

Je suis né en 1957 à Jeser, une petite ville de 10 000 habitants au sud-ouest d'Alep, au sein d'une famille sunnite soufie. Mon grand-père avait fait fortune dans la culture du melon, sur des terres fertiles irriguées par l'Oronte. Mon père a hérité de ses biens ainsi que de son statut social ; il est devenu un notable de la ville, une des autorités morales, un de ceux que l'on vient consulter en cas de litige. Il existait une police d'État mais en cas de différends entre les villageois, on ne faisait jamais appel à elle. La population préférait se tourner vers les notables, considérés comme des sages : ils avaient à charge



de maintenir la concorde dans le village, de régler les désaccords et de trouver des arrangements à l'amiable entre les parties — en y mettant de leur poche si nécessaire. Nous vivions en paix, musulmans et chrétiens. Lors des fêtes chrétiennes, les notables musulmans rendaient visite à leurs chefs religieux et leur adressaient leurs vœux. Il en était de même lors des fêtes musulmanes. La religion a toujours occupé beaucoup de place dans notre quotidien. Enfant, j'aimais me rendre à la bibliothèque afin d'y lire des essais de théologie et de philosophie. Ces lectures m'ont amené, vers 11 ans, à m'interroger sur l'origine de ma foi, sur les déterminismes dont elle résultait. Il m'était bien entendu impossible de faire part de mes questionnements à mon entourage : cela aurait été considéré comme un blasphème. En 1963, des coups d'État militaires commencèrent à se succéder, au rythme d'environ un par an — tous sous bannière socialiste, quoique guidés par des intérêts personnels. Hafez el-Assad, général de l'armée, finit par prendre le pouvoir à la fin des années 1960, non sans avoir fait massacrer ses anciens compagnons (dont les militants marxistes du parti Baas). Le noyautage de la hiérarchie militaire par les alaouites, minorité religieuse dont Assad était lui-même issu, lui permit d'être assuré de l'allégeance de l'armée. Le parti fut vidé de son contenu idéologique et le nouveau chef au pouvoir y plaça des gens à sa solde afin d'instaurer un régime de terreur et de suspicion. Le recrutement et l'armement de petits caïds, destinés à répandre la violence, la discorde, la délation et la méfiance dans le pays, eurent pour effet la destruction progressive des traditions millénaires d'autogestion de la société par le peuple et ses notables. La loi martiale fut déclarée en 1969, ainsi que l'état d'urgence pour une « durée indéterminée ». Tous les opposants politiques furent arrêtés et torturés. Après avoir attendu en vain l'effondrement de ce nouveau régime, au bout d'un an et demi d'oppression, je réalisai que la survie de la nation syrienne dépendait de la mobilisation de son peuple contre cette tyrannie. J'avais 15 ans. La stratégie d'Assad fut de promouvoir largement la foi soufie, qui prône une vie pieuse, dégagée de la vie terrestre, matérielle et des préoccupations politiques — ce qui lui permit au passage de contenir la menace des Frères musulmans, alors principale force d'opposition dans le pays.

« Hafez el-Assad finit par prendre le pouvoir à la fin des années 1960, non sans avoir fait massacrer ses anciens compagnons — dont les militants marxistes du parti Baas. »

À ce moment de ma vie, ma réflexion religieuse m'amena à rencontrer d'autres esprits critiques avec lesquels je débattais de l'existence de Dieu — notamment des activistes organisés contre le régime d'Assad. Mon intégration dans ce milieu fut à l'origine de mes



premiers actes de militantisme. Nous nous rendions chez un activiste, un dessinateur de 25 ans qui fabriquait des stencils¹ de toutes sortes. Il m'arrivait de parler religion avec lui : il était partisan des Frères musulmans. Bien que n'ayant jamais adhéré à cette idéologie, j'aimais — chez eux comme chez les communistes et tous les esprits critiques de l'époque — le fait qu'ils osassent penser par eux-mêmes, sans craindre les dirigeants ni courber l'échine. Cela me fascinait. Je repartais de chez lui avec des pochoirs que j'avais soigneusement sélectionnés et dont je me servais pour taguer sur les murs de la ville des messages de résistance : « Non à l'État d'urgence », « Non à la fin des libertés », « À bas Assad ». L'année de mes 17 ans, ce dessinateur fut repéré par les services du despote. Des militaires furent postés dans son appartement et toutes les personnes qui se rendaient chez lui furent arrêtées — nous fûmes une vingtaine à être pris et jetés en prison. Afin d'obtenir des informations, chacun d'entre nous fut interrogé et torturé. Le sort voulut qu'avant d'être questionné, je croisai certains de mes camarades aux toilettes : ils purent me communiquer les informations qu'ils avaient déjà livrées sous les coups. Ainsi, lorsque mon tour arriva, je disposais d'une longueur d'avance sur mes tortionnaires ; je pus ainsi leur donner l'illusion de ma bonne foi en me limitant à ce qu'ils savaient déjà, sans rien leur apprendre de plus... évitant ainsi le pire. Leur comportement montrait très clairement qu'ils ne voyaient en moi qu'un adolescent : ils ne me prenaient pas au sérieux, et lorsqu'ils me demandèrent les raisons de mon activisme, je prétendis avoir voulu m'amuser, jouer. Mon jeune âge me permit de ne rester que quarante jours en prison. Je fus néanmoins fiché comme « Frère musulman »... Notre camarade dessinateur prit, lui, vingt-cinq années de prison — il y mourut quelques années plus tard. À ma sortie — naïf que j'étais —, je crus que ma résistance inspirerait le respect à mes proches ; au lieu de cela, ce fut la crainte et le mépris ! Je vis mes amis m'éviter afin de ne pas paraître suspects aux yeux des services d'Assad. Avec un camarade de classe, nous décidâmes de ne plus nous mêler de politique : après avoir été classé parmi les majors du baccalauréat, je débutai des études de médecine.



Photographie : Abdalrhman Ismail / Reuters

Il y eut dans le pays quelques tentatives insurrectionnelles. En 1982, à Hama, la population — provoquée par les militaires — se souleva, avec l'appui coordonné des Frères musulmans. La répression qui s'ensuivit généra une propagation de la révolte dans la ville : l'armée l'assiégea et sa population fut massacrée. Des quartiers entiers, dont le centre historique, furent anéantis. Assad prétendit que les victimes n'étaient que des islamistes. J'étais alors interne en chirurgie. Suite à ce sinistre épisode, toute velléité de résistance contre le régime disparut : les opposants politiques, qu'ils fussent ou non actifs, furent traqués. Des amis me conseillèrent de fuir la Syrie. Mais il me fallait un passeport, forcément très difficile à obtenir au regard de ma situation (d'autant qu'on me l'avait déjà refusé, pour raison de « sécurité intérieure »...). Je fis appel à mon beau-frère, médecin proche de l'armée : après enquête, il put m'en obtenir un et me conseilla de ne jamais revenir. J'avais 25 ans. Je quittai mon pays pour l'Allemagne. Je m'imaginais revenir bientôt, après la chute à venir de ce régime, au lendemain d'un nouveau coup d'État... Mon départ provoqua le rappel par l'armée de mon frère, Ralep, dans le but de l'envoyer combattre dans les rangs de la répression contre le Liban². Son refus lui valut six mois de prison. Quand il reçut une nouvelle convocation quelques années plus tard, il décida à son tour de fuir vers les Émirats arabes unis. Le reste de ma famille le suivit.

« Religion, destruction de la société, répression et régime de terreur : ainsi Assad père put-il asseoir son autorité. »

Afin d'encourager la propagation du soufisme et de sa philosophie de non-ingérence du peuple dans les affaires politiques, le gouvernement fit construire de nombreuses mosquées. Il était devenu coutumier chez les Syriens à qui l'on parlait politique de répondre que cela ne les intéressait pas : ils « étaient des derviches », des ascètes soufis, pauvres et détachés de la vie terrestre ! Religion, destruction de la société,

répression et régime de terreur : ainsi Assad père put-il asseoir son autorité. Au terme d'une année en Allemagne, où je ne trouvais guère ma place, je partis en France où je décrochai un poste d'interne en chirurgie à Dieppe, en Normandie. J'y découvris que le racisme, celui des années 1980, ne permettait pas à un réfugié syrien de pratiquer le métier de chirurgien comme n'importe quel Français. Je décidai de changer pour une spécialité dont la pratique ne dépendait ni de la réputation ni de l'origine : l'anesthésie-réanimation. Cinq années plus tard, mon passeport syrien expirait et il m'était impossible d'en obtenir un nouveau — l'administration française ne pouvait renouveler mon titre de séjour. Il n'y avait qu'une solution : acquérir la nationalité française. Je n'y avais jamais songé : j'avais toujours imaginé que je rentrerais en Syrie ; mais la chute du régime n'était toujours pas d'actualité... Je n'avais jamais cherché à connaître la France, ce pays où j'avais pensé me réfugier pour quelques années seulement. Lorsque je compris que je pouvais acquérir la nationalité française tout en conservant la nationalité syrienne, j'entrepris les démarches administratives. Mitterrand était alors au pouvoir ; la politique migratoire de l'époque joua en ma faveur : quelques semaines plus tard, je reçus les papiers m'annonçant que j'étais désormais officiellement français ! Tout changea alors en moi. Il me fallait devenir français ; ce pays était mon nouveau pays : je devais faire miennes ses valeurs et son histoire, que je connaissais mal. Le jour même, j'allai acheter une carte de mon pays d'exil, la France. Je crois être resté vingt minutes à l'observer sans ciller, réalisant que j'étais maintenant vraiment destiné à vivre dans un autre pays — mon pays. Je cherchai à mémoriser les régions, scrutai les villes, suivis du doigt les frontières. Le lendemain, j'achetai mon premier livre d'Histoire de France.



Photographie : Abdalrhman Ismail / Reuters

Septembre 2012. Cela fait désormais un an que la révolution syrienne a éclaté, à la suite de la disparition des enfants de Deraa³. J'ai 54 ans. Je vis toujours en Normandie, avec ma femme et mes quatre enfants. Je suis chef du service d'anesthésie où je travaille



depuis presque trois décennies. Et j'attends que quelqu'un m'aide à traverser la frontière turco-syrienne.

« Dire qu'il n'y a plus de médecins en Syrie est un euphémisme : tous ceux qui ont prodigué des soins aux rebelles ont été fichés, et leurs familles persécutées. »

J'ai pris l'avion avec un collègue anesthésiste, également syrien, pour Istanbul. Là, une association franco-turque nous a aidés à nous rendre au camp de réfugiés syriens situé à la frontière. Nous avons emporté un carton de médicaments et du matériel d'anesthésie : tout ce qu'il était possible de porter seuls, à la main. Nous sommes venus montrer aux Syriens qu'il y a des compatriotes dans le monde qui pensent à eux et qui sont fiers qu'ils aient pris leur destin en main. Dire qu'il n'y a plus de médecins en Syrie est un euphémisme : tous ceux qui ont prodigué des soins aux rebelles ont été fichés, et leurs familles persécutées. Les autres ont fui. Il ne reste plus que deux anesthésistes dans tout le nord de la Syrie. J'attends donc. En explorant le camp, je rencontre un petit garçon qui porte encore, et depuis bien trop longtemps, un matériel de fixation externe visant à réparer une fracture du bras. Ce dispositif, qui réduit considérablement la mobilité de l'enfant, semble être responsable de la survenue d'une dépression sévère, aggravée par le rejet de sa famille qui ne s'intéresse plus à lui. Un chirurgien anglais d'origine libyenne, venu comme moi apporter son aide et à qui je parle de l'enfant, me dit qu'avec un simple tournevis il pourrait retirer le matériel, à condition que je puisse l'anesthésier. Il nous est alors signifié par le personnel de l'association qu'il est interdit aux médecins étrangers de pratiquer des soins en Turquie. J'ai beau insister, rien n'y fait. Je vais voir le pharmacien du camp afin qu'il délivre, en attendant, un traitement antalgique et antidépresseur au petit garçon. Ce regain d'intérêt de la part d'un médecin pour leur progéniture semble quelque peu pousser les parents à s'occuper de leur fils... Je suis agacé de ne rien pouvoir faire et les gens alentour semblent totalement ignorer ma présence : on ne veut pas m'aider. Au bout de vingt-quatre heures, je finis par insister auprès des personnes de l'association ; je leur rappelle que je suis attendu en Syrie et, puisque je ne peux visiblement rien faire ici, leur demande de m'aider à trouver un moyen de m'y rendre. Après avoir usé la patience de mes interlocuteurs, on consent à trouver quelqu'un pour m'accompagner, à bord d'une vieille voiture, jusqu'au camp syrien de Athmeh. On me sépare de mon collègue anesthésiste, Saer — il sera conduit vers un autre endroit. Mon chauffeur m'explique qu'il est dangereux de prendre les routes ; nous devons emprunter les pistes pour éviter d'avoir des problèmes. En chemin, nous sommes cependant arrêtés par des militaires turcs qui refusent de nous laisser

passer. Je remets à l'un d'eux les papiers de l'association ; un bref examen, du coin de l'œil, de mon allure et de ma tenue semble rassurer le soldat sur la véracité de mes propos.

« Sur les murs des bâtiments, partout, des graffitis : "À bas Assad", "Vive la révolution" et "Non à la dictature". »

Nous repartons sans encombre et sans avoir à déboursier d'argent — les militaires turcs n'en demandent jamais. Durant le trajet, le chauffeur m'explique que les personnes de l'association ont rechigné à m'apporter leur aide, car autant ses membres qui la financent et vivent en France se sentent concernés et solidaires de la révolution en Syrie, autant ceux qui en sont salariés et se trouvent sur le terrain s'en moquent complètement — pour survivre, ils exploitent la fracture causée par les événements, allant jusqu'à utiliser les blessés de guerre en mendiant en leur nom. J'arrive à Athmeh. C'est un voyage dans le temps, un retour au Moyen Âge. Des gens déambulent sans chaussures, les enfants portent des guenilles, les conditions d'hygiène sont catastrophiques, les réfugiés souffrent de malnutrition, des tentes de fortune servent de logement. Je ne peux guère rester plus longtemps : deux hommes m'attendent depuis vingt-quatre heures pour m'emmener en camionnette dans un hôpital clandestin situé à l'ouest d'Alep. Ils m'accueillent chaleureusement et nous prenons la route. Nous traversons des champs d'oliviers et les anciennes ruines romaines de la grande cité que fut Antioche. Tous les anciens lieux de vie que nous traversons sont désormais déserts et en ruine. Il n'y a plus âme qui vive. Les voitures sont rarissimes : la population, faute d'essence, ne peut plus circuler. Sur les murs des bâtiments, partout, des graffitis : « À bas Assad », « Vive la révolution » et « Non à la dictature ».



Photographie : Abdalrhman Ismail / Reuters



On me conduit dans une ancienne école primaire transformée en hôpital clandestin : deux bâtiments en vis-à-vis, séparés par un préau qui sert de parking pour des camionnettes transformées en ambulances. L'un des bâtiments loge les soignants et abrite la logistique ; l'autre accueille les patients à qui on délivre des soins. Je rencontre le personnel de l'hôpital, qui semble d'abord très méfiant : on craint les mouchards d'Assad. Je suis questionné sur l'endroit d'où je viens, le lieu où je vis, ce que je suis venu faire ici. Je laisse en dépôt au pharmacien les médicaments et les lecteurs de glycémie que j'ai apportés. Lorsque j'ouvre mes valises, pour lui, c'est un trésor ; il me traite dorénavant en ami. Quatre lecteurs glycémiques et les 10 000 bandelettes qui vont avec, il n'a jamais vu ça — par la force des choses, il est devenu le diabétologue de la région (il n'est pourtant pas médecin). Il m'informe que l'hôpital dispose d'un respirateur d'anesthésie (offert par une association des pays du Golfe qui finance une partie de l'activité de l'hôpital), mais que l'appareil ne semble pas vouloir fonctionner... Une anesthésiste alaouite, qui a fui la Syrie pour la Turquie, se rend à l'hôpital de temps à autre pour s'occuper des patients — journées payées à prix d'or par l'association. J'apprendrai plus tard que l'hôpital dans lequel s'est rendu mon collègue est quant à lui financé par la France à hauteur de 100 000 euros : un budget énorme pour un pays comme la Syrie en cette période de guerre, qui permet au personnel de se nourrir correctement et de travailler dans des conditions à peu près correctes.

« *Voler de la morphine aux voleurs, c'est halal !* »

Dans notre hôpital de fortune, la situation est loin d'être aussi bonne : non seulement notre budget est bien moindre, mais des représentants des associations viennent vérifier que l'argent est utilisé à bon escient. Après avoir réparé un respirateur, ayant désormais de quoi ventiler un patient sous anesthésie générale, je demande au pharmacien s'il détient les morphiniques nécessaires. Réponse : « *Non.* » Je l'informe que lors de mon bref séjour dans le camp turc, j'en ai vu dans la pharmacie. Mon nouvel ami (qui a visiblement tout du filou) me dit qu'il va se débrouiller pour s'en procurer là-bas. Le lendemain, il revient avec quatre ou cinq boîtes de Sufentanyl⁴. Surpris devant tant de générosité de la part du pharmacien du camp turc, je le félicite d'avoir su le convaincre ; il me répond, malicieux, qu'il s'est vu refuser les médicaments et qu'il a subtilisé les clés de la réserve pour « *voler les voleurs* ». « *Voler de la morphine aux voleurs, ajoute-t-il, c'est halal⁵ !* » Je commence à travailler avec ceux qu'on me présente comme étant des infirmiers d'anesthésie — en fait des soignants, forts d'une année en hôpital après le brevet, et qui n'ont aucune connaissance en anesthésie. Il me faut les former en deux semaines afin qu'ils puissent, après mon départ, poursuivre seuls l'anesthésie des



patients — cette spécialité requiert onze années d'études en France. Je suis l'unique anesthésiste de l'hôpital pour une dizaine de chirurgiens issus de toutes les spécialités. Je croise un Bédouin en pleurs. Ce fellah — paysan pauvre qui travaille la terre — me raconte que son fils d'environ 3 ans présente une occlusion digestive ; on lui a dit qu'il allait mourir. Je demande des précisions à un chirurgien : l'anesthésiste, qui passe de temps en temps, a affirmé ne pas pouvoir endormir l'enfant pour la chirurgie nécessaire. Je retourne voir le Bédouin et lui dit de laisser son fils à jeun — je l'endormirai le lendemain. Je l'informe cependant des risques liés à l'anesthésie et à la chirurgie. Mes collègues, moqueurs, me disent alors : *« Mais tu te crois en France ou quoi ?! Ici, tout le monde meurt tout le temps et toi, tu lui parles des risques de l'anesthésie ! »* Au matin, je fais amener le garçonnet au bloc. Alors qu'il est endormi, il se met à vomir des flots de liquide — mais pas du liquide de syndrome occlusif⁶ : des débris alimentaires. Après avoir réparé les dégâts et permis que la chirurgie se déroule comme il se doit, je vais voir le père pour lui dire que tout va bien.

« Mais tu te crois en France ou quoi ?! Ici, tout le monde meurt tout le temps et toi, tu lui parles des risques de l'anesthésie ! »

Il me remercie chaleureusement ; je lui objecte cependant que je suspecte que son fils ait mangé avant d'aller au bloc. Il me répond que c'est lui qui, en effet, l'a nourri : surpris, je lui demande pourquoi, alors que j'avais expressément exigé le contraire. *« Ce matin, mon fils m'a dit : "De toute façon, je vais mourir, s'il te plaît papa, j'ai faim, j'ai envie de manger un peu de pain, donnes-en moi un peu". Je n'ai pas pu m'empêcher de lui faire plaisir : tout le monde m'a dit qu'il allait mourir, alors je pouvais bien lui donner un peu de pain ! »* Opérer a permis d'éviter l'aggravation, mais n'a pas traité les graves troubles métaboliques et la déshydratation causés par le syndrome occlusif. Je prescris donc un protocole très détaillé de réhydratation et donne des consignes strictes aux infirmiers : si on ne traite pas correctement les troubles de l'enfant, qui devrait normalement être dans un service de réanimation, il va mourir. Il faut se relayer pour s'occuper de lui et relever sur un papier toutes les pertes digestives ainsi que l'eau qui lui est perfusée, heure par heure.



Photographie : Abdalrhman Ismail / Reuters

La nuit suivante, je me réveille vers 4 heures et, inquiet, vais voir ce qu'il en est. L'enfant est seul, sans surveillance, et la perfusion vide : rien n'a été fait ni noté. Après une heure passée à dispenser les soins de réanimation qui auraient dû être exécutés par les infirmiers, je vais marcher dans le couloir. J'y rencontre le pharmacien de l'hôpital ; surpris, il me demande ce que je fais là. Je le lui dis. Il rentre dans une colère folle et me raconte que les deux infirmiers ont été embauchés parce qu'ils étaient les cousins de quelqu'un qui travaille à l'hôpital, qu'ils ont tout fait pour venir travailler ici, qu'ils sont payés 200 euros environ — un bon salaire en ces temps difficiles — et qu'il faut les renvoyer s'ils ne sont pas capables d'exécuter les soins auxquels ils sont tenus. Je lui suggère qu'un avertissement devrait suffire pour cette fois. Il me demande de le suivre, ouvre une porte, allume la lumière et crie : « *Tout le monde debout là-dedans !* » Il insulte les deux infirmiers, leur réclame des comptes en hurlant. « *Oui, mais... on s'est endormi...* » Sous la menace d'être licenciés, ils quittent la pièce en courant. Le lendemain, ils auront correctement effectué leur travail. Six jours plus tard, l'enfant est rétabli, assis dans son lit à manger du pain.

« Je ne nourris pas la moindre envie de me rendre au front : je ne tiens en rien à "faire la guerre". »

Mon quotidien consiste principalement à m'occuper des blessés de la révolution — des traumatisés des membres que nous opérons sous anesthésie loco-régionale⁷, dans la mesure du possible. Ceux qui nécessitent d'être transfusés le sont quasiment de bras à bras : les villageois des alentours ont tous eu leur groupe sanguin testé et noté sur une liste dont nous, médecins, disposons. Lorsqu'un blessé grave arrive, son groupe sanguin est déterminé grâce à un simple réactif (test qui reste, en France, l'ultime vérification avant transfusion, après toute une batterie de contrôles rigoureux, inenvisageables ici)



et un homme part en mobylette chercher les donneurs compatibles — autant dire que les risques de transmission d'infections et d'hépatites virales sont considérés comme tout à fait secondaires. Il nous arrive aussi d'avoir à soigner des prisonniers de guerre et des soldats d'Assad. L'un d'entre eux arrive, une balle logée dans la moelle épinière. Paralysé des deux jambes, il a été abandonné par ses compagnons d'armes. Il nous fusille constamment du regard, hautain et menaçant. Je vais le voir discrètement pour le soulager de ses douleurs et j'en profite pour lui demander pourquoi il fait la guerre aux côtés d'Assad. Il me répond : « *Moi, je viens d'Al Fu'ah.* » Il s'agit d'une petite ville chiite de la Syrie. Dans son esprit, cette guerre est une guerre entre factions religieuses. Les fantassins chiites d'Assad sont plutôt rares ; la plupart sont, comme les alaouites de l'armée, des gradés. Ceux qui se situent en bas de l'échelle militaire se révèlent en majorité être des sunnites, enrôlés de force. Afin d'être le plus efficace possible auprès des blessés de guerre, un des chirurgiens me demande de préparer avec lui des protocoles de prise en charge précoce des patients. Une sorte de SAMU, destiné à ramasser les victimes sur le terrain. Je lui propose pour commencer de préparer du matériel spécifique. Nous fabriquons des civières de fortune avec des bâtons et des draps (convertis en écharpe pour immobiliser un bras fracturé, ou en garrot de jambe). Nous préparons des sacs avec du matériel de premiers soins pour le personnel qui accompagne les blessés jusqu'à l'hôpital. Ce chirurgien, qui me prend en amitié, est très investi dans la révolution — probablement le plus engagé de tous les chirurgiens de l'hôpital. Il me propose d'aller avec lui sur place, lors des attaques. La direction de l'établissement m'informe que je pourrai le suivre quand ma consœur anesthésiste sera présente. Mais je ne nourris pas la moindre envie de me rendre au front : je ne tiens en rien à « faire la guerre ». Les deux jours où la collègue anesthésiste se trouve à l'hôpital, je pars à la chasse aux oiseaux, avec deux autres médecins... Nous passons également du temps à confectionner des chichas miniatures en forme de calumet avec des flacons vides de Xylocaïne (un anesthésique local) qui nous servent de concentrateur de fumée. Mes collègues me demandent de me rendre avec eux près de la frontière, dans un hôpital en construction, pour les aider à s'occuper des nombreux blessés. Je prends du matériel d'anesthésie et les suis. La plupart des victimes souffrent de fractures des membres. Le matériel que nous trouvons sur place provient du pillage d'hôpitaux et de pharmacies désertés, dans les villes gagnées par le camp révolutionnaire. Le pharmacien et moi passons des nuits entières à trier les médicaments apportés ; je lui explique à quoi servent ceux dont il ne connaît pas bien les indications. Les révolutionnaires nous apportent un respirateur d'anesthésie dont ils se sont emparés, visiblement impressionnés par sa taille (peut-être est-ce à leurs yeux un critère de qualité !). Malheureusement, plus un respirateur est volumineux, plus il est ancien, c'est la règle générale... En dépit de tous mes efforts, impossible de faire fonctionner l'engin ! Faute

de pouvoir pratiquer d'anesthésie générale, j'effectue toutes les interventions possibles sous anesthésie loco-régionale, notamment une fracture de jambe, qu'un des chirurgiens traite en plaçant un fixateur externe. À la fin de l'intervention, je m'aperçois que la position de la jambe n'est pas normale : beaucoup trop de rotation vers l'extérieur. L'opérateur m'assure qu'il a fait ce qu'il a pu. Mais on ne peut pas laisser la jambe dans une telle position sans risquer de lourdes séquelles pour le blessé. Il revient donc sur sa décision et décide de reprendre le patient au bloc ; il y modifie la position du fixateur (et de la jambe) en le plaçant de manière quelque peu exagérée vers l'intérieur. Le nouveau résultat sera toujours mieux que le précédent...



Photographie : Abdalrhman Ismail / Reuters

Quelque part, je me sens davantage dans mon élément ici que dans mon hôpital en France ; je comprends les gens et mes relations avec eux s'avèrent simples et facilitées par le contexte. Il m'est plus aisé de tisser des liens avec eux qu'avec mes collègues français. La désertion du pays par les médecins fait que nous devons aussi prodiguer des soins aux civils, qui n'ont plus personne à qui s'adresser. La plupart des accouchements ont lieu à domicile — avec un taux de mortalité périnatale en conséquence. L'un des chirurgiens nous demande cependant de prendre sa sœur en charge pour une césarienne. Ce qui nous sert de table d'opération suffit difficilement à porter cette femme obèse : il faut deux infirmiers pour la soutenir difficilement alors que je lui fais une rachianesthésie⁸, durant laquelle elle manque plusieurs fois de tomber de la table. Il nous faut alors dénicher une obstétricienne : la sœur de notre ami refuse d'être opérée par un homme.

« Les combattants étrangers de l'État islamique ne sont pas appréciés de la population, du fait de leur brutalité et de leur volonté d'imposer une version stricte des lois islamiques. »



Enfin, tout se déroule bien, et nous recevons quelques jours plus tard un plateau de pâtisseries en remerciement ! Nos repas sont habituellement très frugaux — nous mangeons principalement des lentilles —, et notre couchage, sommaire — nous dormons à plusieurs dans la même pièce. Toute la journée, nous entendons des tirs à proximité. Les locaux ont vu venir des hommes armés que personne ne connaît et qui ont construit un camp où ils s'entraînent toute la journée au maniement des armes. Ce ne sont ni des soldats d'Assad ni des rebelles. La rumeur dit que ce sont des extrémistes islamistes venus faire le jihad armé. Au début, comme ces hommes prétendaient venir combattre le régime, la population n'avait pas grand-chose à redire — et on les laissait tranquilles. Puis, assez vite, ces combattants se diviseront en deux mouvements : d'une part, le groupe Jabhat Al-Nosra, qui refusera d'attaquer la population du pays et ne se mêlera pas de ses mœurs (prétendant officiellement ne pas vouloir imposer la loi islamique) ; de l'autre, un groupe réunissant la plupart des combattants venus de l'extérieur, ayant prêté allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi, chef du groupe Daech, déjà implanté en Irak. La scission entre les deux mouvements s'opérera lorsque l'un des responsables du groupe initial exprimera son refus d'opprimer la population syrienne, étant lui-même syrien. Les combattants étrangers de l'État islamique ne sont pas appréciés de la population, du fait de leur brutalité et de leur volonté d'imposer une version stricte des lois islamiques dans les zones qu'ils contrôlent ; du fait, aussi, de leurs attaques contre l'Armée libre de Syrie. À ce moment-là, la rupture entre les deux mouvements n'est alors pas consommée. Al-Nosra n'a pas encore prêté allégeance à Al-Qaïda. Mais j'ai déjà le sentiment qu'Al-Nosra, qui se montre plutôt bienveillant envers les Syriens et ne combat pas les révolutionnaires, bénéficie d'une plus grande sympathie de la part des civils que Daech. C'est l'une des raisons du scepticisme de la population vis-à-vis de la rébellion, me dit le pharmacien. Ils ont peur que ces gens, dont ils ne veulent pas, prennent le pouvoir en cas de chute du régime d'Assad fils. Mes compagnons sont désespérés et ne voient guère d'issue satisfaisante au conflit. Un jour, un des hommes du camp d'entraînement, blessé, m'est amené par deux de ses camarades : habillés de noir, silencieux, ils me regardent avec des yeux perçants. La blessure est très grave, et probablement très douloureuse. En soulevant le drap, je découvre une jambe cassée, avec un tibia qui émerge à travers la peau. Mais l'homme demeure impassible et ne geint pas. Il reste très calme, contrairement à tous les blessés autour de lui, qui eux, manifestent ce qu'on appelle en France le « syndrome méditerranéen », syndrome en général contagieux dans tout l'entourage...

« Nous sommes interpellés par deux douaniers turcs : mon accompagnateur baragouine une explication dans leur langue et leur donne vingt euros chacun. Il me dit d'avancer et de me

dépêcher. »

J'apprends que l'hôpital où s'est rendu mon collègue Saer a été bombardé. Je demande à retourner en Turquie pour obtenir des informations, savoir si Saer a pu rentrer sain et sauf. Je fais mes adieux à tout le monde. Mes amis, qui refusent de perdre le contact, insistent pour me créer un compte sur Facebook afin que nous puissions nous donner des nouvelles. Pas du genre « connecté », je les laisse finalement faire... Le retour se révèle plus difficile que l'aller. Il nous est cette fois impossible de passer par Athmeh — pour des raisons que l'on ne me donne pas. Nous devons nous rendre directement à la frontière. Je suis accompagné par le directeur de l'hôpital, qui doit lui aussi se rendre en Turquie, sa famille vivant là-bas. Une fois sur les lieux, mon ami tente de négocier avec les militaires mon retour. Échec. Il me propose de traverser seul et d'aller chercher un contact, qui lui, pourrait m'aider à me faire passer. J'attends donc. Quelques heures plus tard, un homme s'approche. C'est le « contact » en question. Il m'explique qu'il y a un trou dans le grillage de la frontière, non loin de là, et me propose de passer avec lui. Il me « briefe » : si quelqu'un vient nous parler ou nous arrêter, nous lui donnons chacun une vingtaine d'euros, ce qui devrait régler le problème. Nous nous glissons dans le grillage abîmé et passons de l'autre côté. Nous marchons lentement, comme si de rien n'était, afin de ne pas attirer l'attention, mais nous sommes rapidement interpellés par deux douaniers turcs qui s'approchent et nous demandent ce que nous faisons ici. Mon accompagnateur baragouine une explication dans leur langue et leur donne vingt euros chacun. Il me dit d'avancer et de me dépêcher. Nous nous mettons à courir et sautons par-dessus un second grillage qui nous sépare de la Turquie. Une fois de l'autre côté, nous retrouvons une voiture qui nous attend.



Photographie : Abdalrhman Ismail / Reuters



Retour vers le camp. Je tente de prendre des nouvelles de Saer. Personne ne semble savoir ce qui s'est passé : aucune information. Il me faut patienter. Le lendemain, ce ne sont pas des nouvelles qui arrivent, mais Saer lui-même ! Je suis content. Nous nous embrassons, soulagés de nous en être sortis sans dommage. Il me relate alors son séjour... Il a été conduit dans un hôpital hébergé dans l'ancienne villa d'un haut dignitaire syrien du gouvernement Assad, qui, au début de la révolution, avait fui en Amérique du Sud avec famille et argent, laissant tout le reste derrière lui. Sa maison était construite comme une sorte de bunker — portes blindées partout, sous-sol avec abri anti-atomique. Idéal pour y héberger un hôpital pour les rebelles. Le fonctionnement était financé par des Français — avec un budget de 100 000 euros par an, environ ! Les conditions de travail étaient très satisfaisantes et agréables, me dit-il. Un jour, le bruit des avions s'est cependant fait entendre. L'armée venait de bombarder la boulangerie : de nombreux blessés ont été acheminés vers l'hôpital.

« Que reste-t-il aux Syriens de l'Armée libre qui, après quarante années d'oppression, avaient enfin pris leur destin en main ? »

En représailles, les soldats révolutionnaires ont décidé d'attaquer ; faute d'armes de qualité, ils ont frappé de nuit. Le couteau entre les dents, ils se sont rendus en rampant, à environ 200 hommes, sur le lieu de garnison. Ils ont pris l'ennemi par surprise, qui a fui en laissant ses armes derrière lui — armes dont se sont emparés les attaquants afin de s'en servir contre leurs propriétaires... Une hécatombe. Or la stratégie du gouvernement est de ne jamais laisser de défaite sans représailles : il convient de conserver le moral des troupes ! La réponse ne s'est pas fait attendre : le lendemain, le bourdonnement des avions, à nouveau. Puis une explosion, la terre qui tremble et un violent éclair lumineux dans l'hôpital. Saer, qui se trouvait dans le sous-sol à ce moment, me raconte qu'il a cru un instant qu'il avait lui-même explosé tant la détonation avait été puissante. Il s'est demandé s'il était mort ou vivant. Quatre ou cinq missiles, ou barils, il ne sait, ont été lancés sur l'hôpital. Trois ont atteint leur cible. Autour de lui, des ruines. Plus de bâtiments. Il est sorti de son abri, a quitté les décombres et a filé. Courant comme jamais. Sans s'arrêter, sans savoir où, tout en vérifiant qu'il avait encore bien ses bras, ses doigts et toutes les parties de son corps intactes. Une fois à distance, il a pris la décision de rentrer en Turquie, n'étant plus en mesure d'aider quiconque ici. Nous décidons de prendre nos valises et de repartir vers Istanbul pour monter dans le premier avion : direction Paris. Novembre 2015. Les attentats de Paris. La France vient de bombarder Raqqah, QG syrien de l'état islamique, où vivent encore des civils. La situation que craignaient mes amis semble se concrétiser. Je n'ai pas de nouvelles de ce



qu'est devenu l'hôpital. Les infirmiers anesthésistes que j'ai formés se sont dispersés dans plusieurs hôpitaux et font désormais office de médecins anesthésistes, il n'y a personne d'autre qu'eux qui peut assurer cette mission. Je suis triste que la situation politique se soit enlisée à ce point, que l'ingérence russe à la faveur du gouvernement syrien en place ait permis de mettre la révolution en échec suffisamment longtemps pour permettre à Daech de profiter du chaos pour s'implanter dans le pays. Que reste-t-il aux Syriens de l'Armée libre qui, après quarante années d'oppression, avaient enfin pris leur destin en main ? En parcourant les photos de mon périple, je revois les ruines des villages détruits, désormais indiscernables de celles de l'Antiquité romaine qui jonchent les paysages de mon enfance. Je suis désolé par les discours de va-t-en guerre des membres du gouvernement français. Ceux-là qui ont déshumanisé le débat et qui oublient, lorsqu'ils envoient en représailles et en moins de quarante-huit heures leurs avions bombarder Raqqah, que là-bas, sur les rives de l'Euphrate, il y a ceux qui ne font plus que tenter de survivre, entre la violence des salafistes djihadistes, la terreur d'Assad et les missiles des puissances étrangères : le peuple syrien, ou ce qu'il en reste.

Toutes les photographies (exceptées les vignettes) de l'article sont © Abdalrhman Ismail / Reuters

1. Pochoir permettant de reproduire des inscriptions, notamment sur des murs.[↔]
2. Guerre civile inter-communautaire du Liban de 1975 à 1990 dans laquelle Hafez el-Assad est intervenu pour imposer la paix en éliminant l'une des parties : le Mouvement national libanais créé par Kamal Joublant. Cette coalition de gauche issue du Parti socialiste progressiste demandait un abandon du confessionnalisme et défendait l'idée d'une nation libanaise transcommunautaire.[↔]
3. Deraa est une ville syrienne située près de la frontière jordanienne qui a été le lieu du déclenchement de la révolution en 2011 : alors que le printemps arabe bat son plein, une quinzaine d'enfants dont certains âgés seulement de dix ans, inscrivent un graffiti sur les murs de leur école « Ton tour arrive docteur » (Bachar El Assad est ophtalmologue de formation). Les enfants sont raflés et torturés pendant des semaines par les services de renseignement, malgré les supplications des familles et du Cheikh du village auprès des autorités. Une première manifestation de protestation est violemment réprimée par l'armée. S'ensuivent plusieurs autres qui déboucheront sur le soulèvement de la population contre le régime.[↔]
4. Opioïde très puissant utilisé en anesthésie pour supprimer la douleur pendant une chirurgie.[↔]
5. Autorisé, licite en arabe.[↔]
6. Ensemble de symptômes liés à une occlusion de l'intestin (quelle qu'en soit la cause) responsable d'une impossibilité pour les aliments de transiter dans le tube digestif.[↔]
7. Anesthésie du territoire desservi par un nerf ou un groupe de nerfs. On l'obtient en injectant un anesthésique local à proximité du nerf. On distingue les anesthésies régionales axiales (rachianesthésies et anesthésies péridurales), qui permettent une anesthésie du bas du corps et les anesthésies régionales périphériques qui permettent d'agir sur un membre ou un segment de membre.[↔]
8. Technique d'anesthésie loco-régionale consistant à injecter une solution anesthésique dans le liquide céphalo-rachidien au travers d'un espace intervertébral de la colonne lombaire, au contact des dernières racines



nerveuses qui émergent de la moelle épinière. Elle permet une puissante anesthésie de la partie inférieure du corps.[↔]